

Concours : Concours complémentaire second grade - session 2019Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre forcée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

LE GROUPE EN DROIT PÉNAL : QUELLES RESPONSABILITÉS ?

« Les fautes lient leurs auteurs, les fautes lient leurs seuls auteurs ». Cet adage, traduction du principe de la personnalité de la responsabilité pénale au terme duquel « nul n'est pénalement responsable que de son propre fait », implique que le droit pénal, confronté au groupe, se doit d'identifier la responsabilité de chacun de ses membres avant d'entree en voie de condamnation.

Le groupe n'est pas défini en tant que tel dans notre droit pénal, malgré les nombreuses occurrences que ce soit en terme d'incrimination comme l'association de malfaiteurs ou en terme de sanction comme la bande organisée. Ce phénomène n'est pourtant pas nouveau. Ainsi, bien avant l'apparition d'un pouvoir central, la réaction d'un groupe sur un autre était acceptée afin de venger l'offense faite à l'un de ses membres : il s'agissait d'une vengeance collective, exercée sur un clan entier. Sous l'influence chrétienne, germera un principe aujourd'hui cardinal : celui de la personnalité de la responsabilité pénale. Dès lors, est exclue toute idée de responsabilité pénale collective. Une personne ou un groupe ne pourra voir sa responsabilité pénale engagée uniquement si tous les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis. En effet, le juge est amené à prononcer des peines graves, autrefois la peine de mort aujourd'hui la privation de liberté. Il est donc souhaitable, au regard des droits et libertés fondamentaux, qu'une personne ne soit sanctionnée pénalement que si elle a été reconnue comme responsable au sein du groupe des faits commis par ce groupe.

Cependant, outre la multiplication des phénomènes de groupe, l'évolution des mœurs et technologique démontrent une pluralité quant aux modes de constitution et de fonctionnement du groupe. Au regard de l'ordre public, cette délinquance de groupe est plus inquiétante car plus astucieuse. Il peut être alors plus complexe pour le juge d'établir la responsabilité du groupe et de ses membres. In fine, cette difficulté pourrait aboutir à des impunités choquantes. C'est pourquoi se pose la question suivante : à quel équilibre, confronté au groupe, le droit pénal parvient-il entre d'une part la protection de l'ordre public, lequel appelle une réponse pénale face à la dangerosité instinctivement ressentie face au groupe et d'autre part la protection des droits et libertés fondamentaux, en particulier du principe de personnalité de la responsabilité pénale, lequel implique que nul ne peut se voir condamné pour un fait qu'il n'a pas commis ?

Il convient d'envisager dans une première partie la rigueur du droit pénal dans la recherche de la responsabilité du groupe (I) avant d'étudier les conséquences de cette responsabilité en terme de répression (II).

I - L'orthodoxie du droit pénal dans la recherche des responsabilités du groupe

Pour reconnaître la responsabilité, le juge opère une application rigoureuse des textes, que le groupe soit dépourvu de la personnalité juridique (A) ou à l'inverse doté de cette personnalité juridique (B), et ce conformément au principe de la personnalité de la responsabilité pénale.

A - Les responsabilités au sein d'un groupe dépourvu de la personnalité juridique

Un groupe est composé a minima de deux personnes. La responsabilité des membres de ce groupe pourra donc être recherchée sous deux fondements. D'une part la coaction, laquelle nécessite que tous les éléments constitutifs de

l'infraction soient caractérisés à l'encontre de chacun des membres du groupe. À défaut, la coaction ne pourra pas être retenue et de fait les membres du groupe échapperont à toute responsabilité. Ainsi, la Cour de cassation estime que c'est à bon droit qu'un inculpé a été renvoyé devant la Cour d'assises en qualité de coauteur en raison de sa participation personnelle, volontaire et directe à l'action criminelle (cass 25 janvier 1962). En effet, les éléments légal-matériel et moral sont réunis, de sorte qu'il n'y a pas atteinte au principe de la personnalité de la responsabilité pénale. D'autre part la complicité pourra également permettre d'engager la responsabilité pénale des membres du groupe. Définie à l'article 121-7 du Code pénal, la complicité nécessite, outre un acte causal et concomitant à l'infraction, un acte positif. Cet acte doit par principe se matérialiser, être matériel. Toutefois, il peut arriver que certaines personnes assistent à des faits graves sans réaction aucune. L'union du droit pénal pourrait être choquante et c'est pourquoi, depuis un arrêt du 22 janvier 1992, la Cour de cassation fait application de la théorie de l'abstention participative : par sa présence, la personne a moralement fortifié les autres auteurs. Une telle solution permet de sanctionner les personnes présentes qui sont alors inactives. Se pose alors la question du respect du principe de la responsabilité de la personne en matière pénale. En réalité, l'abstention participative répond aux exigences de la complicité par aide ou assistance. Il n'y a donc pas d'atteinte à ce principe.

Toutefois, dans un objectif de protection de l'ordre public, le juge a développé deux jurisprudences qui lui permettent de prendre en compte des comportements graves et ainsi de reconnaître la responsabilité des membres du groupe. En premier lieu, dans un arrêt du 13 juin 1972, la Cour de cassation fait application de la scène unique de violence : il peut être compliqué pour le juge de caractériser les faits commis par chacun des prévenus dans le cas d'une scène de violence. Cette théorie permet donc au juge de ne pas avoir à préciser la nature des coups portés. En second lieu, dans le cas d'une infraction non

inintentionnelle, le juge a recours à la notion de « commune imprudence » pour reconnaître la responsabilité du complice.

Ainsi, le droit pénal concilie les impératifs que sont l'ordre public et les droits et les libertés fondamentaux dans la recherche de la responsabilité des membres du groupe dépourvu de la personnalité juridique. Toutefois, cette responsabilité ne peut qu'être personnelle, le principe d'une responsabilité pénale collective étant exclu. Ainsi, dans le cadre d'une délibération d'un conseil municipal, la Cour de cassation a jugé qu'il n'était pas possible de rechercher la responsabilité collective du Conseil municipal dans son entier (cass 11 mai 1999). Elle fait ici une application rigoureuse des textes, et ce dans un objectif de protection des droits et libertés fondamentaux.

B - Les responsabilités au sein d'un groupe pourvu de la personnalité juridique

Aux termes de l'article 121-2, les personnes morales, à l'exclusion de l'Etat, sont responsables pénalement.

D'une part, la responsabilité pénale de la personne morale n'est pas exclusive de la responsabilité pénale de ses membres. En l'espèce, un dirigeant pourra voir sa responsabilité pénale engagée s'il a commis une faute personnelle. Ainsi, tous les éléments constitutifs de l'infraction devront être caractérisés. Par ailleurs, en cas d'infraction non intentionnelle commise par un de ses préposés, le dirigeant pourra également voir sa responsabilité engagée. Cela peut paraître choquant au regard du principe de la personnalité de la responsabilité pénale et c'est pourquoi, depuis la loi du 10 juillet 2000, une faute qualifiée est exigée en cas de causalité indirecte. La seule façon pour le dirigeant de s'exonérer de toute responsabilité sera la preuve d'une délégation de pouvoirs.

Concours : Concours complémentaire second grade - session 2019

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



D'autre part, affirmer la responsabilité pénale d'une personne morale peut paraître contraire au principe de la personnalité de la responsabilité pénale. C'est pourquoi deux conditions sont nécessaires afin d'engager cette responsabilité.

En premier lieu, l'article 121-2 du Code pénal précise que l'infraction doit être commise pour le compte de la personne morale. Lorsque cette infraction est en lien direct avec l'activité de la personne morale, ce critère ne pose pas de difficulté. Néanmoins, le juge s'est retrouvé confronté à un obstacle dans le cas d'une fusion-absorption. La Cour de cassation s'est toujours refusée, en vertu du principe de la responsabilité pénale personnelle, de reconnaître l'implication de la société absorbante (cass 20 juin 2000). À l'inverse, la Cour de justice de la Communauté Européenne estime, dans un souci de recouvrement des sommes pécuniaires, qu'il y a lieu de reconnaître cette responsabilité.

Pour l'heure, la Cour de cassation maintient sa position orthodoxe, estimant à raison que la jurisprudence de la CJUE ajoute à la directive et qu'elle doit donc faire l'objet d'une transposition.

En second lieu, l'article 121-2 du Code pénal précise que l'infraction doit être commise par un organe ou représentant pour que la responsabilité pénale du groupement soit engagée. La Cour de cassation entend largement la notion d'organes ou de représentants, qu'ils soient de droit ou de fait. Ainsi, un liquidateur ou encore un préposé dans les limites de sa délégation de pouvoirs pourra se voir reconnaître cette qualité. Au demeurant, si la Cour de cassation n'exigeait pas initialement que soient clairement identifiés les organes ou représentants (cass 20 juin 2006), elle exige

débarrasser des juges du fond qui ils identifient précisément ces organes ou représentants, et ce conformément au respect de l'article 121-2 du code pénal (csm 11 avril 2012). La Cour de cassation entend ainsi faire une application stricte du principe de personnalité de la responsabilité pénale. Ce positionnement paraît d'autant plus légitime au regard des impacts de la responsabilité du groupe en terme de sanction.

II - La sévérité du droit pénal dans la répression des responsabilités du groupe

Dans un souci de protection de l'ordre public, face à un groupe dont la ou les responsabilités sont établies, le droit pénal fait preuve d'une sévérité à la fois générale (A) et ciblée (B).

A - Le groupe, facteur de sévérité générale du droit pénal

Face à une délinquance organisée et dangereuse, le législateur a créé des infractions autonomes qui permettent au juge d'intervenir au plus tôt sur l'iter criminel. Ainsi, l'article 450-1 du Code pénal incrimine l'association de malfaiteurs : cette dernière est définie comme le groupement formé ou l'entente établie en vue de la préparation d'un crime ou d'un délit. Il faut que soient caractérisés des faits matériels pour que soit retenue l'association de malfaiteurs. Ces faits constituent en réalité des actes préparatoires qui sont, en principe, impunissables. Toutefois, cette infraction est justifiée par la dangerosité que peut représenter le groupe. C'est ainsi que les juges retiennent au titre de l'association de malfaiteurs l'entente établie et concrétisée par plusieurs actes sans qu'il soit nécessaire que les membres du groupe aient un dessein déterminé (csm 15 décembre 1993). Constat civil peut être dressé concernant le délit de participation à une bande violente. En effet, le seul fait pour les membres du groupe d'être présents suffit à engager

leur responsabilité pénale. Le Conseil Constitutionnel a toutefois estimé que ce délit était conforme aux exigences du principe de la personnalité de la responsabilité pénale puisque les juges doivent caractériser à l'encontre des prévenus un dol spécial : la volonté de s'associer à une bande en vue de commettre des dégradations ou des violences. Généralement, cet élément moral se déduit des circonstances de fait.

Si le droit pénal fait preuve de sévérité en unifiant rapidement le phénomène du groupe, il en va de même dans les sanctions qui peuvent être prononcées. En effet, lorsque la responsabilité des membres du groupe est retenue, la peine s'en trouvera aggravée par le jeu de deux circonstances. D'une part la réunion. Cette dernière n'est pas définie dans le Code pénal mais elle se retrouve de façon récurrente dans les textes comme une circonstance aggravante. La réunion suppose la présence a minima de deux personnes. Alors que le vol simple est puni de trois ans d'emprisonnement, le vol en réunion est puni de cinq ans d'emprisonnement. Toujours dans un objectif de protection de l'ordre public, la Cour de cassation estime que celui qui fait le guet pendant qu'un individu commet un vol doit être considéré comme coauteur du vol, lequel est alors considéré comme commis en réunion (Crim 7 décembre 1954). D'autre part la bande organisée. Elle est définie à l'article 132-71 du Code pénal comme un groupement formé en vue de la préparation d'une ou plusieurs infractions. Il s'agit d'une circonstance entraînant l'aggravation de la peine et pourtant, de prime abord, il est difficile de la distinguer de l'association de malfaiteurs. Aussi, se pose la question au regard de cette qualification du respect du principe de proportionnalité de la sanction. En effet, dans la pratique, il arrivait souvent que les juges retiennent l'association de malfaiteurs lorsque la responsabilité des membres du groupe ne pouvait être retenue. C'est pourquoi la Cour de cassation exige désormais pour que soit retenue la qualification de bande organisée qu'une organisation structurée entre les membres soit établie.

(crim 8 juillet 2005). Alors que le vol en réunion est puni de cinq ans d'emprisonnement, le vol en bande organisée est puni de quinze ans de réclusion criminelle. Il s'agit dès lors d'un crime qui montre la défiance que peut avoir le droit pénal pour le groupe organisé.

B - Le groupe, facteur de sévérité ciblée du droit pénal

L'article 131-37 du Code pénal énonce les peines encourues par les personnes morales. Si auparavant, la responsabilité pénale des personnes morales était soumise au principe de spécialité, il n'en est rien aujourd'hui. Cette responsabilité pénale est, à l'instar des personnes physiques, générale. Néanmoins, dans la mesure où le juge a opté pour une position orthodoxe dans l'engagement de cette responsabilité, il n'y a pas d'atteinte aux droits et libertés fondamentaux.

Le panel de sanctions offert au juge, lorsque la responsabilité pénale de la personne morale est engagée, est vaste. En premier lieu, l'amende est la sanction-reine qui a vocation à s'appliquer, suivie de la sanction-réparation. L'article 131-38 du Code pénal précise que cette amende est égale au quintuple de celle prévue pour les personnes physiques. S'est posée la question de savoir si cette disposition ne reconnaissait pas un autre principe fondamental de notre droit, celui d'égalité devant la justice. Ce grief n'a toutefois pas été retenu puisque le principe d'égalité devant la justice implique que les personnes soient dans la même situation. Or une personne morale dispose nécessairement d'un patrimoine plus élevé qu'une personne physique. Il n'y a donc pas lieu à faire application de ce principe. En revanche, le Conseil constitutionnel a jugé contraire au principe de nécessité et proportionnalité de la peine une loi qui envisageait de fixer l'amende susceptible d'être prononcée à l'encontre d'une personne morale au regard de son chiffre d'affaire. En second lieu,

Concours section : Conc. complémentaire 2nd grade

Epreuve matière : Droit pénal

N° Anonymat : XQNLT474 CY

Nombre de pages : 12

Concours : Concours complémentaire second grade - session 2019

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



le juge peut prononcer la dissolution de la personne morale lorsque cette dernière a été créée ou détournée de son objet pour commettre les faits incriminés. Cette peine de dissolution de la personne morale équivaut à la peine de mort pour une personne physique. Elle démontre une nouvelle fois la sévérité du droit pénal et son objectif de protection de l'ordre public face au groupe.

Confronté au groupe, le droit pénal recherche strictement les conditions nécessaires à l'établissement de sa responsabilité ou de celle de ses membres. Cette rigueur lui permet alors d'apprécier avec sévérité les conséquences de cette responsabilité. Le juge parvient ainsi à maintenir un équilibre des plus complexes entre des impératifs paradoxaux.

L'appréhension du groupe par le droit pénal demeure toujours d'actualité. Ainsi, dans cette perspective, la loi du 23 mars 2019 prévoit la possibilité de proposer la médiation même si une personne morale est impliquée.

N°

9/9.

N°

.../...

